

Gestion d'une crise

A travers son modèle social,
c'est toute l'Europe qui est remise en cause

Henri Wehenkel

Si on a attendu 53 ans pour donner à l'Europe une constitution, c'est qu'on voulait aussi encadrer ce qui partait dans tous les sens, donner une cohérence à ce qui s'est entassé au fil des ans afin que les nouveaux membres sachent à quoi s'en tenir et que l'envie ne les prenne pas tout à coup de tout remettre en cause, de tout chambarder par un simple vote majoritaire. Il fallait leur dire c'est à prendre ou à laisser, un travail de définition qui n'a pas été fait jusque là parce que les règles implicites semblaient évidentes, acceptées par un accord tacite.

Ce verrouillage pose problème, parce qu'il verrouille la construction européenne non seulement pour ceux qui viennent du dehors mais également pour ceux qui sont dedans et que la définition de ce qui doit être considéré comme règle et comme acquis communautaire est loin d'être évidente et de faire l'unanimité. Il absolutise ce qui est relatif, une certaine Europe, une Europe arrivée à une étape de son développement, une Europe inachevée, incomplète, insatisfaisante. Il ferme l'avenir.

L'Europe, c'est quoi ? Il faudra bien l'expliquer aux citoyens, leur montrer ce que l'Europe leur apporte et en quoi elle répond à leurs problèmes.

La grande ferveur, dont bénéficiait l'idée européenne pendant au moins trente ans, était liée aux résultats concrets de la construction européenne qui apportait ou semblait apporter la paix et la prospérité. Certes la paix était davantage due à l'équilibre de la terreur entre les deux grandes puissances du temps de la guerre froide. Et la prospérité était davantage due au modèle social lié au capitalisme rhénan et aux Trente Glorieuses. Peu importe, dans les esprits ces choses se confondent. Et si l'Europe

n'est plus synonyme de paix, de prospérité et de progrès social, le consensus s'effrite.

La stratégie de Lisbonne s'est avérée, de l'aveu de tous, un échec. L'Europe ne rejoindra pas les Etats-Unis en l'imitant. L'Europe doit se souvenir de son modèle social.

A quoi servira-t-il de soumettre la Constitution à des référendums, si c'est pour escamoter le débat véritable, pour se procurer une légitimation a posteriori, une légitimation artificielle et imposée. Jusqu'ici le débat sur la Constitution n'a été qu'un long marchandage entre des pays. Le débat sur les contenus et les enjeux d'avenir n'a pas eu lieu. Si à l'occasion de cette constitution, un mouvement d'opinion, une véritable citoyenneté européenne naissait, traversant les frontières comme une onde de choc, l'Europe en tirerait le plus

grand bénéfice, quel que soit le résultat de ce référendum.

La stratégie de Lisbonne soulève les mêmes questions. Les objectifs définis en mars 2000 à Lisbonne étaient tout à fait respectables. Faire de l'Europe l'économie la plus compétitive et la plus riche en savoir en misant sur le plein emploi, la cohésion sociale et le développement durable, qui trouverait à redire à de tels objectifs ? L'idéologie implicite, l'idéologie social-libérale, définie par le Manifeste pour une Troisième Voie de Blair et Schroeder en 1998, c'était qu'il fallait rendre compétitif l'Etat social en abandonnant toute idée de régulation du marché par l'Etat social.

En conséquence tout l'effort a porté sur la compétitivité au sens étroit, compétitivité de l'entreprise par compression des coûts salariaux et des charges sociales et fiscales, compétitivité des Etats par réduction des déficits et de l'endettement. Tout le reste, plein emploi, cohésion sociale, environnement et dépenses de recherche n'avait qu'un rôle accompagnateur et n'entraînait pas en ligne de compte au moment des mesures effectives et des bilans économiques.

Une deuxième raison de cette dérive néo-libérale était l'encadrement institutionnel mis en place lors de la ratification du traité de Maastricht et de l'entrée en vigueur du marché unique. Trois instruments étaient mis en place. Le système des banques centrales appelées à veiller à la discipline budgétaire. Le commissariat à la concurrence chargé d'éliminer tout ce qui pouvait faire obstacle à la concurrence, monopoles publics, statuts spéciaux, autonomies communales. La politique du commerce destinée à éliminer les obstacles à la concurrence internationale par les négociations au sein de l'OMC.

Dans les trois cas, l'alignement sur les principes libéraux se faisait en dehors de tout contrôle véritable. La politique sociale et la politique fiscale pendant ce temps restaient soumises à la règle de l'unanimité.

Partant de ces trois angles d'attaque, l'offensive néo-libérale emportait dans une bourrasque tout ce qui faisait partie du modèle social européen. Le droit au travail se transformait en droit de travailler, à charge pour le travailleur de prouver son employabilité. Le chômeur était accusé d'être la cause du chômage et la législation inventait chaque jour de nouveaux moyens pour le sanctionner, se rapprochant de nouvelles formes de travail forcé.

Comme s'il n'y avait pas assez de chômeurs et comme s'il n'était pas temps de réfléchir à une meilleure répartition du travail disponible, la chasse a été ouverte aux retraites anticipées, de rentes d'invalidité avec le but avoué d'allonger la durée du temps consacré dans une vie au travail. Créer des emplois signifiait de plus en plus remplacer des emplois protégés, garantis, par des emplois précaires, des jobs. Les contrats à durée déterminée perdaient leur caractère exceptionnel, pendant que les agences d'intérimaires florissaient. Le salarié devenait un nouveau serf, congédiable et corvéable à merci.

A cette attaque contre le droit du travail s'ajoutait l'offensive contre les services publics, la libéralisation se traduisant par une mise en concurrence, première étape de la privatisation, privati-

sation partielle des systèmes de retraite, privatisation des services de communication, des sociétés de transport, de l'énergie, bientôt celle de la santé, de l'éducation, de l'eau et un jour sans doute celle de l'air. Avec la logique de la rentabilité disparaissaient les notions de service universel, de solidarité et de redistribution des chances.

L'externalisation des services et la délocalisation des industries ont altéré le tissu économique de régions autrefois prospères. Au lieu d'augmenter l'investissement dans la recherche, des pans entiers de la recherche publique ont

été abandonnés. La chape de plomb du pacte de stabilité a finalement étouffé toute velléité de reprise. La stratégie de Lisbonne s'est avérée, de l'aveu de tous, un échec. L'Europe ne rejoindra pas les Etats-Unis en l'imitant. L'Europe doit se souvenir de son modèle social, l'Europe doit redevenir elle-même.

Lissabonprozess

“Der Lissabonprozess war eine interessante Strategie, die in einem euphorischen Moment der Entwicklung beschlossen wurde mit dem Ziel, Europa zur “dynamischsten wissensbasierten Wirtschaft der Welt zu machen”. In der Realität hat die Strategie nie wirklich bei den Wirtschaftsakteuren, bei Unternehmen und Sozialpartnern gegriffen ; sie entwickelte stattdessen ein politisches, sogar bürokratisches Scheinleben.

Wir wissen, dass die Probleme in Europa nicht überall gleich sind, trotzdem haben die 25 eine Reihe von gemeinsamen Problemen zu bewältigen, insbesondere das relativ schwache Wachstum und eine relativ hohe Arbeitslosigkeit, die im EU-Durchschnitt bei 9 % liegt. Die Beschäftigungsquote ist in Europa niedrig, was Auswirkungen auf die Finanzierung unserer Sozialsysteme hat und wir haben eine problematische demographische Entwicklung, die ebenfalls Auswirkungen auf die Sozialsysteme haben wird. Wenn wenig Leute in den Arbeitsmarkt integriert sind, stellen sich in ganz Europa die gleichen Fragen nach der Finanzierung der Sozialsysteme. Hier müssen wir nach gemeinsamen Antworten suchen und der Lissabonprozess kann dazu beitragen. Der ökologische Aspekt ist erst später (in Göteborg) hinzugekommen. Dort haben wir uns den Fragen der nachhaltigen Entwicklung, des Kyotoprozesses und der Vereinbarkeit von Umweltschutz und Wachstum verpflichtet, durch deren Integration Europa sich auch einen Vorsprung verspricht.

Die Fragen und Lösungsansätze des Lissabonprozesses müssen heute einer Klärung unterzogen und auf das Konkrete reduziert werden. Die Diskussion um unsere Wirtschafts- und Sozialentwicklung muss verständlich geführt werden, damit eine auch von der Wirtschaftsakteuren und der Bevölkerung getragene Dynamik entstehen kann. “Lissabon” ist in der Öffentlichkeit entweder völlig unbekannt oder wird mit einem allgemeinen Sozialabbau identifiziert! Die Lösung heisst aber nicht Sozialabbau, sondern die Schaffung von Wirtschaftswachstum, damit wir unsere soziale Sicherheit, die ein Teil der europäischen Identität ist, auch in den nächsten Jahrzehnten in einer globalisierten Wirtschaft erhalten können.”

Minister Nicolas Schmit

im forum-Interview am 16.11.2004